

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met
Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/005114]

29 FEVRIER 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au registre institutionnel wallon et portant exécution des articles L6411-1 et L6421-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2010 portant exécution du décret du 30 avril 2009 relatif aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, des intercommunales et des sociétés de logement de service public et au renforcement de la transparence dans l'attribution des marchés publics de réviseurs par un pouvoir adjudicateur wallon et modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et du Code wallon du Logement

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20 ;

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, les articles L6411-1, § 1^{er}, alinéa 3, inséré par le décret du 29 mars 2018, et L6421-1, § 3, alinéa 2, inséré par le décret du 29 mars 2018 et modifié par le décret du 17 juillet 2018 ;

Vu le décret du 30 avril 2009 relatif aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, des intercommunales et des sociétés de logement de service public et au renforcement de la transparence dans l'attribution des marchés publics de réviseurs par un pouvoir adjudicateur wallon et modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et du Code wallon du Logement, l'article 8, § 1^{er}, alinéa 3 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2010 portant exécution du décret du 30 avril 2009 relatif aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, des intercommunales et des sociétés de logement de service public et au renforcement de la transparence dans l'attribution des marchés publics de réviseurs par un pouvoir adjudicateur wallon et modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et du Code wallon du Logement ;

Vu le rapport du 17 juillet 2023 établi conformément à l'article 4, 2^o, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2023 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 juin 2023 ;

Vu l'avis n° 65/2023 de l'Autorité de Protection des données, donné le 24 mars 2023 ;

Vu l'avis de l'Association des Provinces wallonnes, donné le 5 septembre 2023 ;

Vu l'avis de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie, donné le 6 septembre 2023 ;

Vu l'avis n° 74.714/4 du Conseil d'État, donné le 6 décembre 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 mai 2018 pris en exécution des articles L1123-15, L2212-45, L6411-1, L6421-1 et L6451-1 du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'Administration : le Service public de Wallonie Intérieur et Action sociale ;

2° le code : le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

3° l'informateur institutionnel : le directeur général de la commune, du C.P.A.S., de la province ou son délégué, ou le titulaire de la fonction dirigeante locale ou son délégué ou, à défaut, le président du principal organe de gestion tel que visé à l'article L6411-1, § 2, du code ;

4° le président : le président du conseil communal, provincial ou de C.P.A.S. ou le président du conseil d'administration ou du principal organe de gestion d'une intercommunale, société à participation publique locale significative, association de projet, association de pouvoirs publics visée à l'article 118 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, société de logement de service public, régie communale autonome, régie provinciale autonome, tel que visé à l'article L6421-1, § 3, alinéa 1^{er}, du code ;

5° le registre institutionnel wallon : le registre des institutions locales et supra-locales tel que visé à l'article L6411-1, § 1^{er}, du code.

Art. 2. L'Administration est responsable des traitements de données à caractère personnel effectués par application du présent arrêté.

Les données à caractère personnel collectées par application du présent arrêté :

1° sont uniquement utilisées par la Région wallonne dans le cadre de l'application du présent arrêté et des décrets qu'il exécute ;

2° ne sont pas transmises à des tiers sans préjudice de l'article 8 et du décret du 30 mars 1995 relatif à la publicité de l'administration ;

3° sont conservées pour une durée maximale de douze ans, à dater de la fin du mandat ou de la fonction des personnes concernées au sein de l'institution ;

4° sont traitées aux fins :

a) d'établir le registre visé à l'article L6411-1, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du code permettant :

(1) d'identifier les institutions locales et supra-locales et leurs participations, leurs organes, leurs membres et les rémunérations des mandataires, des personnes non élues et des titulaires de la fonction dirigeante locale ;

(2) de participer au contrôle du respect des règles relatives à l'encadrement des rémunérations des mandataires, des personnes non élues et des titulaires de la fonction dirigeante locale ;

(3) de participer au contrôle du respect des règles de bonne gouvernance ;

(4) de conseiller les institutions locales et supra-locales en matière de renforcement de la gouvernance et de l'éthique ;

b) d'assurer la transparence quant aux mandats et fonctions exercés ainsi qu'aux rémunérations perçues au sein des institutions locales et supra-locales par les publications visées aux articles L6411-1, § 1^{er}, alinéa 3, et L6421-1, § 3, alinéa 2, du code.

L'Administration rend accessible les informations relatives aux droits des personnes quant à la protection de leurs données à caractère personnel depuis le registre institutionnel wallon.

CHAPITRE 2. — *Des communications*

Section 1^{ère} — Déclarations institutionnelles

Art. 3. Outre les informations visées à l'article L6411-1 du code, l'informateur institutionnel transmet :

1° l'identité du directeur général, en ce compris son numéro de registre national ;

2° l'identité du directeur financier, en ce compris son numéro de registre national ;

3° l'apparement des mandataires ;

4° le nombre de ses représentants dans les organismes au sein desquels son institution est associée ;

5° le montant de ses parts détenues dans les organismes au sein desquels son institution est associée ;

6° le caractère rémunéré de la fonction.

Art. 4. § 1^{er}. L'informateur institutionnel transmet les informations visées à l'article 3 par le biais du registre institutionnel wallon moyennant authentification.

§ 2. Si l'Administration ou le Gouvernement peut obtenir, auprès de sources authentiques publiques, des données ou des documents devant être déclarés, ces données et ces documents sont pré-encodés pour l'informateur institutionnel dans le registre institutionnel wallon.

Sous réserve d'éventuelles rectifications apportées par l'informateur institutionnel, la validation par l'informateur institutionnel des données et des documents pré-encodés vaut déclaration.

§ 3. Un accusé de réception de la transmission est notifié par courriel à l'informateur institutionnel.

Section 2 — Rapports de rémunération

Art. 5. § 1^{er}. Le président transmet les informations visées à l'article L6421-1, § 1^{er}, alinéa 2, et à l'article L6421-1, § 2, alinéa 2, du code par le biais du registre institutionnel wallon moyennant authentification.

§ 2. Le modèle de rapport de rémunération adopté par le Gouvernement est mis à disposition du président par l'Administration dans le registre institutionnel wallon.

§ 3. Si l'Administration ou le Gouvernement peut obtenir, auprès de sources authentiques publiques, des données ou documents devant figurer dans le rapport de rémunération, ces données et documents sont pré-encodés pour le président dans le registre institutionnel wallon.

Sous réserve d'éventuelles rectifications apportées par le président, la validation des données et documents pré-encodés par celui-ci vaut déclaration de ces données et documents.

§ 4. Un accusé de réception de la transmission est notifié par courriel au président.

Art. 6. L'Administration met les rapports de rémunération à disposition du Parlement dans le registre institutionnel wallon.

CHAPITRE 3. — *De la publication*

Art. 7. L'Administration établit le registre institutionnel wallon sous forme informatique.

Art. 8. Les informations transmises par application des articles 3 et 4 sont actualisées en continu. Ces informations ainsi que celles transmises par application de l'article 5 sont publiées dans le registre institutionnel wallon.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les informations suivantes relatives aux personnes physiques ne sont pas publiées :

1° le numéro de registre national ;

2° l'adresse postale ;

3° le numéro de téléphone ;

4° l'adresse de courriel.

Art. 9. Toute personne peut en accès gratuit et sans authentification préalable :

1° réaliser des recherches ciblées, dans le registre institutionnel wallon, au moins par noms d'institutions ou par noms de personnes ;

2° visualiser et imprimer toutes les informations publiées du registre institutionnel wallon concernant le résultat d'une recherche visée sous 1°.

Art. 10. § 1^{er}. Toute personne qui souhaite signaler une anomalie dans la publication du registre institutionnel wallon utilise le registre institutionnel wallon moyennant authentification par carte d'identité électronique.

§ 2. L'Administration informe l'informateur institutionnel ou le président de l'institution concernée, par courriel, de toute anomalie portée à sa connaissance en ce qui concerne le contenu de la publication visée à l'article 8.

Dans le cadre du flux continu visé à l'article L6411-1, § 5, du code, l'informateur institutionnel ou le président rectifie toute anomalie avérée concernant son institution.

§ 3. L'Administration rectifie d'initiative les erreurs purement matérielles dont elle a connaissance en ce qui concerne le contenu de la publication visée à l'article 8.

L'Administration notifie chaque rectification visée à l'alinéa 1^{er}, par courriel, à l'informateur institutionnel ou au président de l'institution concernée.

La rectification est réputée acceptée par l'informateur institutionnel ou le président s'il ne l'invalide pas dans les trente jours de la réception du courriel.

CHAPITRE 4. — Dispositions modificatives et finales

Art. 11. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 décembre 2010 portant exécution du décret du 30 avril 2009 relatif aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public, des intercommunales et des sociétés de logement de service public et au renforcement de la transparence dans l'attribution des marchés publics de réviseurs par un pouvoir adjudicateur wallon et modifiant certaines dispositions du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation et du Code wallon du Logement, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'article 4 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. Pour les marchés publics visés à l'article 8, § 1^{er}, du décret du 30 avril 2009 dont l'objet est une mission décentralisée de contrôle des comptes d'une intercommunale ou d'une société de logement de service public, le cadastre est publié sur le site du portail wallon des pouvoirs locaux : interieur.wallonie.be » ;

2° l'article 6 est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. Les rapports de transparence des soumissionnaires retenus à un marché de contrôle des comptes d'une intercommunale ou d'une société de logement de service public sont publiés sur le site du portail wallon des pouvoirs locaux : interieur.wallonie.be ».

Art. 12. Les articles 5 à 10 entrent en vigueur le 31 décembre 2025.

Art. 13. Le Ministre qui a les pouvoirs locaux dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 29 février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/005114]

29 FEBRUARI 2024. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het Waals register van de instellingen en houdende uitvoering van de artikelen L6411-1 en L6421-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2010 houdende uitvoering van het decreet van 30 april 2009 betreffende de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, de intercommunales en de openbare huisvestingsmaatschappijen alsook de versterking van de transparantie bij de toekenning van overheidsopdrachten van revisoren door een Waalse aanbestedende overheid en tot wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de regeringscommissaris, het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie en van de Waalse Huisvestingscode

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie, de artikelen L6411-1, § 1, derde lid, ingevoegd bij het decreet van 29 maart 2018, en L6421-1, § 3, tweede lid, ingevoegd bij het decreet van 29 maart 2018 en gewijzigd bij het decreet van 17 juli 2018;

Gelet op het decreet van 30 april 2009 betreffende de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, de intercommunales en de openbare huisvestingsmaatschappijen alsook de versterking van de transparantie bij de toekenning van overheidsopdrachten van revisoren door een Waalse aanbestedende overheid en tot wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris, het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie en van de Waalse Huisvestingscode, artikel 8, § 1, derde lid

Gelet op het decreet van 9 december 2010 houdende uitvoering van het decreet van 30 april 2009 betreffende de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, de intercommunales en de openbare huisvestingsmaatschappijen alsook de versterking van de transparantie bij de toekenning van overheidsopdrachten van revisoren door een Waalse aanbestedende overheid en tot wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de regeringscommissaris, het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie en van de Waalse Huisvestingscode;

Gelet op het rapport van 17 juli 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juli 2023;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 29 juni 2023;

Gelet op het advies nr. 65/2023 van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 24 maart 2023;

Gelet op het advies van de "Association des Provinces wallonnes" (Vereniging van de Waalse Provincies), gegeven op 5 september 2023;

Gelet op het advies van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de Waalse steden en gemeenten), gegeven op 6 september 2023;

Gelet op advies 74.714/4 van de Raad van State, gegeven op 6 december 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 31 mei 2018 genomen ter uitvoering van de artikelen L1123-15, L2212-45, L6411-1, L6421-1 en L6451-1 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° de Administratie de Waalse Overheidsdienst Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale Actie;

2° het Wetboek: het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie;

3° de institutionele informatieverstrekker: de directeur-generaal van de gemeente, van de O.C.M.W., de provincie of zijn afgevaardigde, of de titularis van de lokale leidinggevende functie of zijn afgevaardigde of, bij ontstentenis, de voorzitter van het hoofdbestuursorgaan zoals bedoeld in artikel L6411-1, § 2, van het Wetboek;

4° de voorzitter: de voorzitter van de gemeenteraad, van de provincieraad of van de O.C.M.W. of de voorzitter van de raad van bestuur of van het hoofdbestuursorgaan van een intercommunale, van een vennootschap met een aanzienlijk lokaal openbaar aandeelhouderschap, van een projectvereniging, van een vereniging van openbare besturen bedoeld in artikel 118 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, van een openbare huisvestingsmaatschappij, van een autonoom gemeentebedrijf, van een autonoom provinciebedrijf zoals bedoeld in artikel L6421-1, § 3, eerste lid, van het Wetboek;

5° het Waals register van de instellingen: het register van de lokale en bovenlokale instellingen zoals bedoeld in artikel L6411-1, § 1, van het Wetboek.

Art. 2. De Administratie is verantwoordelijk voor de verwerking van de persoonsgegevens behandeld overeenkomstig dit besluit.

De persoonsgegevens die overeenkomstig dit besluit worden verzameld:

1° worden door het Waals Gewest uitsluitend gebruikt in het kader van de toepassing van dit besluit en de decreten die het uitvoert;

2° worden niet doorgegeven aan derden onverminderd artikel 8 en het decreet van 30 maart 1995 betreffende de openbaarheid van bestuur;

3° worden bewaard gedurende een periode van maximaal twaalf jaar, te rekenen vanaf het einde van het mandaat of de functie van de betrokken personen binnen de instelling;

4° worden verwerkt met het oog op:

a) de opstelling van het register bedoeld in artikel L6411-1, § 1, eerste lid, van het Wetboek dat het volgende mogelijk maakt:

(1) de identificatie van lokale en bovenlokale instellingen en hun participaties, hun organen, hun leden en de vergoeding van mandatarissen, niet-verkozen personen en titularissen van een lokale leidinggevende functie;

(2) de deelname aan het toezicht op de naleving van de regels met betrekking tot de bezoldiging van mandatarissen, van niet-verkozen personen en titularissen van een lokale leidinggevende functie;

(3) de deelname aan het toezicht op de naleving van de regels voor goed bestuur;

(4) de lokale en bovenlokale instellingen adviseren inzake versterking van bestuur en ethiek;

b) het verzekeren van de transparantie met betrekking tot de mandaten en functies die worden uitgeoefend, evenals de bezoldiging die wordt ontvangen binnen lokale en bovenlokale instellingen door de publicaties bedoeld in de artikelen L6411-1, § 1, derde lid, en L6421-1, § 3, tweede lid, van het Wetboek.

De Administratie stelt informatie over de rechten van personen met betrekking tot de bescherming van hun persoonsgegevens beschikbaar op het Waals register van de instellingen.

HOOFDSTUK 2. — *Mededelingen*

Afdeling 1 — Institutionele verklaring

Art. 3. Naast de informatie bedoeld in artikel L6411-1 van het Wetboek, verzendt de institutionele informatieverstrekker:

1° de identiteit van de directeur-generaal, met inbegrip van zijn rijksregisternummer;

2° de identiteit van de financieel directeur, met inbegrip van zijn rijksregisternummer;

3° de apparentering van mandatarissen;

4° het aantal vertegenwoordigers in de instellingen waarbij zijn instelling betrokken is;

5° het bedrag van zijn aandelen in de instellingen waarbij zijn instelling betrokken is;

6° het bezoldigd karakter van de functie.

Art. 4. § 1. De institutionele informatieverstrekker geeft de informatie bedoeld in artikel 3 door via het Waals register van de instellingen, mits authenticatie.

§ 2. Als de Administratie of de Regering uit authentieke openbare bronnen gegevens of documenten kan verkrijgen die moeten worden aangegeven, worden deze gegevens en documenten vooraf ingevoerd voor de institutionele informatieverstrekker in het Waals register van de instellingen.

Onder voorbehoud van eventuele aanpassingen door de institutionele informatieverstrekker, geldt de validatie van de door hem vooraf ingevoerde gegevens en documenten als verklaring.

§ 3. Een ontvangstbevestiging van de verzending wordt per e-mail aan de institutionele informatieverstrekker meegegeed.

Afdeling 2 — Bezoldigingsverslagen

Art. 5. § 1. De Voorzitter geeft de informatie bedoeld in artikel L6421-1, § 1, tweede lid, en in artikel L6421-1, § 2, tweede lid, van het Wetboek door via het Waals register van de instellingen, mits authenticatie.

§ 2. Het model van bezoldigingsverslag aangenomen door de Regering wordt door de Administratie ter beschikking gesteld van de voorzitter in het Waals register van de instellingen.

§ 3. Als de Administratie of de Regering uit authentieke openbare bronnen gegevens of documenten kan verkrijgen die in het bezoldigingsverslag moeten worden aangegeven, worden deze gegevens en documenten vooraf ingevoerd voor de voorzitter van het Waals register van de instellingen.

Onder voorbehoud van eventuele aanpassingen door de voorzitter, vormt de validatie van de vooraf door hem ingevoerde gegevens en documenten een verklaring van deze gegevens en documenten.

§ 4. Een ontvangstbevestiging van de verzending wordt per e-mail aan de voorzitter meegegeed.

Art. 6. De Administratie stelt de bezoldigingsverslagen ter beschikking van het Parlement in het Waals register van de instellingen.

HOOFDSTUK 3. — Bekendmaking.

Art. 7. De Administratie stelt het Waals register van de instellingen op in geïnformatiseerde vorm.

Art. 8. De informatie die overeenkomstig de artikelen 3 en 4 wordt doorgegeven, wordt voortdurend bijgewerkt. Deze informatie, evenals de informatie die wordt doorgegeven overeenkomstig artikel 5, wordt bekendgemaakt in het Waals register van de instellingen.

In afwijking van het eerste lid wordt de volgende informatie betreffende natuurlijke personen niet bekendgemaakt:

- 1° het rijksregisternummer;
- 2° het postadres;
- 3° de telefoonnummer.
- 4° het e-mailadres;

Art. 9. Iedereen kan gratis en zonder voorafgaande authenticatie:

1° gerichte opzoeken uitvoeren in het Waalse register van de instellingen, minstens op naam van de instellingen of op naam van de personen;

2° alle in het Waalse register van de instellingen bekendgemaakte informatie betreffende het resultaat van een opzoeking bedoeld onder 1° bekijken en afdrukken.

Art. 10. § 1. Elke persoon die een afwijkend gegeven in de publicatie van het Waalse register van de instellingen wil melden, gebruikt het Waalse register van de instellingen mits authenticatie door middel van een elektronische identiteitskaart.

§ 2. De Administratie brengt de institutionele informatieverstrekker of de voorzitter van de betrokken instelling per e-mail op de hoogte van elke haar ter kennis gebrachte onregelmatigheid met betrekking tot de inhoud van de in artikel 8 bedoelde publicatie.

In het kader van de continue stroom bedoeld in artikel L6411-1, § 5, van het Wetboek, verbetert de institutionele informatieverstrekker of de voorzitter elk vastgesteld afwijkend gegeven met betrekking tot zijn instelling.

§ 3. Zuiver materiële fouten worden door de Administratie op eigen initiatief rechtgezet waarvan zij kennis krijgt met betrekking tot de inhoud van de in artikel 8 bedoelde publicatie.

De Administratie stelt de institutionele informatieverstrekker of de voorzitter van de betrokken instelling per e-mail in kennis van elke rechtzetting bedoeld in het eerste lid.

De rechtzetting wordt geacht te zijn aanvaard door de institutionele informatieverstrekker of de voorzitter als hij deze niet ongeldig maakt binnen dertig dagen na ontvangst van de e-mail.

HOOFDSTUK 4. — Wijzigings- en slotbepalingen

Art. 11. In het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2010 houdende uitvoering van het decreet van 30 april 2009 betreffende de controleopdrachten van de revisoren binnen de instellingen van openbaar nut, de intercommunales en de openbare huisvestingsmaatschappijen alsook de versterking van de transparantie bij de toekenning van overheidsopdrachten van revisoren door een Waalse aanbestedende overheid en tot wijziging van sommige bepalingen van het decreet van 12 februari 2004 betreffende de Regeringscommissaris, het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie en van de Waalse Huisvestingscode, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° artikel 4 wordt vervangen als volgt:

“Art. 4. Voor de overheidsopdrachten bedoeld in artikel 8, § 1, van het decreet van 30 april 2009, met als doel een decreetale opdracht tot controle van de rekeningen van een intercommunale of een openbare huisvestingsmaatschappij, wordt het kadaster bekendgemaakt op de Waalse portaalsite van de plaatselijke besturen: interieur.wallonie.be”;

2° artikel 6 wordt vervangen als volgt:

“Art. 6. De transparantierapporten van de inschrijvers die in aanmerking komen voor een opdracht inzake de controle op de rekeningen van een intercommunale of een openbare huisvestingsmaatschappij worden bekendgemaakt op de Waalse portaalsite van de plaatselijke besturen: interieur.wallonie.be”.

Art. 12. De artikelen 5 tot 10 treden in werking op 31 december 2025.

Art. 13. De Minister van Plaatselijke Besturen is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 29 februari 2024.

Voor de Regering :

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/005113]

29 FEVRIER 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif aux déclarations de mandats, de fonctions et de rémunération

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20 ;

Vu le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et le décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution, les articles 2, alinéa 1^{er}, 18°, 15/2, § 3, alinéa 2, et 15/3, § 2, alinéa 6, insérés par le décret du 29 mars 2018 ;

Vu le décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public et le décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public pour les matières visées à l'article 138 de la Constitution, les articles 2, alinéa 1^{er}, 12°, 19/3, § 2, alinéa 6, et 19/4, § 2, alinéa 6, et 19/5, § 2, insérés par le décret du 29 mars 2018 ;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, les articles L5111-1, alinéa 1^{er}, 14°, L5421-1, § 5, alinéa 1^{er}, L5431-1, § 3, et L5511-1, § 1^{er}, alinéa 2, modifiés en dernier lieu par le décret du 29 mars 2018 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2014 portant création d'une Direction du contrôle des mandats locaux au sein du Service public de Wallonie et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2007 portant création d'une Cellule temporaire de contrôle des mandats locaux ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018 pris en exécution des articles 2, 18°, 15, § 1^{er}, et 15/6, § 1^{er}, alinéa 3, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018 pris en exécution des articles 2, 18°, 15, § 1^{er}, et 15/6, § 1^{er}, alinéa 3, du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 mars 2005 portant exécution du décret du 12 février 2004 relatif au statut de l'administrateur public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018 pris en exécution de l'article 2, 12°, du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2018 pris en exécution de l'article 2, 12°, du décret du 12 février 2004 relatif aux commissaires du Gouvernement et aux missions de contrôle des réviseurs au sein des organismes d'intérêt public pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon pris le 31 mai 2018 en exécution des articles L1123-15, L2212-45, L6411-1, L6421-1 et L6451-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ;

Vu le rapport du 17 juillet 2023 établi conformément à l'article 3, 2° du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 juin 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2023 ;

Vu l'avis standard n° 65/2023 de l'Autorité de protection des données, donné le 24 mars 2023 ;

Vu l'avis 74.712/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 novembre 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 juillet 1973 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 novembre 2014 portant création d'une Direction du contrôle des mandats locaux au sein du Service public de Wallonie et abrogeant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2007 portant création d'une Cellule temporaire de contrôle des mandats locaux ;

Sur la proposition du Ministre Président et du Ministre des Pouvoirs locaux ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale et définitions*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle :

1° certaines matières visées à l'article 39 de la Constitution ;

2° en vertu de l'article 138 de la Constitution, certaines matières visées aux articles 127, § 1^{er}, et 128 de celle-ci.